

Ecrit par le 17 janvier 2026

Grand Delta Habitat, édition du nouveau livret social et solidaire



Lors d'un Delt'apéro, réunion d'information ponctuelle conviant ses partenaires sur un sujet choisi, **Grand Delta Habitat** a présenté son nouveau **livret social et solidaire**. Celui-ci aborde les divers programmes de la coopérative tels que l'accès sécurisé à la propriété, l'accompagnement social et l'insertion des jeunes par le logement, la lutte contre l'isolement des séniors et les familles en difficulté. Crée en 1966, Grand Delta Habitat a constitué un patrimoine de 39 375 logements accueillant 94 000 personnes.

«C'est vrai, nous faisons partie du monde économique dans lequel, bien entendu, nous devons réaliser

Ecrit par le 17 janvier 2026

des résultats, d'abord pour les gens que nous accueillons et ensuite parce que nous nous impliquons dans le pacte social et le contrat de solidarité, » a rappelé Michel Gontard, président de Grand Delta Habitat.

157 ménages devenus propriétaires

Dans le détail, on y trouve le **parcours résidentiel sécurisé** qui permet, chaque année, à 120 locataires d'accéder à la propriété, grâce à un programme d'accès sociale sécurisé pour prévenir les accidents de la vie. Cette année, 157 ménages sont devenus propriétaires. Actuellement plus de 1 500 logements sont proposés à la vente aux locataires occupants -notamment avec les dispositifs en Prêt social location-accession (PSLA) et du bail réel solidaire (BRS)- grâce à un suivi personnalisé et à la sécurisation des conditions d'achat pour les acquéreurs. La coopérative a aussi pour objectif de développer son portefeuille de lots en gestion de syndic.

Au chapitre de l'aide aux jeunes

la coopérative a conçu un dispositif d'insertion qui se concrétise par des partenariats avec des associations en direction de jeunes fragiles en direction de logements relais et à des baux glissants. Il s'agit, plus précisément, de personnes en rupture de logement, ou victimes de violences, ou souffrant de troubles de la santé mentale, ou demandeurs d'asile, ou de mineurs non-accompagnés. Près de 417 logements leur sont ainsi dévolus.

1 491 familles accompagnées

Ces familles sont accompagnées en cas de vulnérabilité économique et/ou sociale par 15 chargées de développement social via un process de diagnostic, d'utilisation des dispositifs d'aide et de demandes de mutation. 52 ménages vulnérables ont ainsi été pris en charge en 2023.

Faire face aux ruptures de la vie

Qu'il s'agisse d'un départ rapide du foyer ou de précarité, la Ressourcerie Delta Collect', lieu de récupération et de stockage de mobilier et d'électroménager d'occasion, a permis d'équiper 50 familles et de redistribuer 650 éléments mobiliers en parfait état de fonctionnement. Delta Collect a ainsi réalisé, en 2023, le déménagement de 51 logements -dont les mobiliers et objets ont été laissés sur place puis déménagés et stockés dans un hangar de GDH de 1 290m².

Les différents outils d'aide de Grand Delta Habitat totalisent 790 000€

Pour faire face à la hausse du prix de l'énergie, **Delta énergie** soutient 1 813 locataires pour un montant de 280 000€ via également les Chèques énergie.

Soli'aide est un dispositif d'aides à la quittance co-financé par Soli Al et GDH. En 2023, 319 locataires ont ainsi été aidés à hauteur de 257 000€.

Le fonds social & solidaire prend en charge jusqu'à 30% d'un impayé au départ du locataire qui respecte son échéancier. **Le Siil, Secours interne aux impayés de loyer** traite, lui, des dettes élevées et permet un montage financier global avec d'autres partenaires financiers. Egalement, GDH étudie avec la Caf (Caisse d'allocations familiales), des solutions pour éviter les suspensions d'APL (Aide personnalisée au logement).

Ecrit par le 17 janvier 2026

Plus de 11 900 locataires GDH ont plus de 65 ans

GDH dédie, chaque année, 300 logements aux seniors. Dans ceux-ci, les baignoires y sont remplacées par des douches, les volets y sont motorisés, et des systèmes de domotiques installés afin de préserver, le plus longtemps possible, l'autonomie des locataires. Ces logements sont placés, de préférence, en rez-de-chaussée et à proximité des commerces, transports, services de santé, et des dispositifs de lien social. Ces habitats sont désormais programmés dans toutes les opérations de réhabilitation et programmes neufs. Un animateur Alter senior a été embauché pour animer deux résidences Alter senior. Il travaille, d'une part, à être en lien avec les seniors et ainsi les aider à lutter contre l'isolement social et favorise, d'autre part, le lien entre les locataires.

Végétalisation, jardins partagés, vergers

La coopérative travaille à un environnement embellie et apaisé des bas d'immeubles avec le développement de forêts comestibles -plantations d'arbres fruitiers- dans des espaces urbains végétalisés et à la création de jardins partagés qui permettent aux habitants de se rencontrer. Près de 300 personnels ont ainsi été déployés sur le terrain pour maintenir le dialogue des locataires avec GDH et les territoires partenaires. Depuis 2022, les équipes de proximité proposent également des visites de courtoisie à domicile pour créer du lien, anticiper les dysfonctionnements techniques et les conflits, les mutations, identifier les publics vulnérables, encourager le maintien à domicile.

Insécurité et incivilités, 523 caméras de surveillance

GDH a augmenté son arsenal lié à la sécurité via des interphones, des accès contrôlés et des caméras de surveillance. La coopérative a signé des conventions avec la Préfecture du Var, les Tribunaux judiciaires de Toulon et Draguignan, la Direction départementale de la sécurité publique du Var et entre bailleurs sociaux. Objectif ? Prévenir les atteintes aux personnes et aux biens, tout en responsabilisant les locataires.

19 associations subventionnées

La Fondation GDH est dotée de 150 000€ pour soutenir ses partenaires associatifs. Près de 13 des 19 projets subventionnés en 2023 concernent les Quartiers prioritaires de la Ville (QPV) pour intervenir sur l'Amélioration de la qualité de la vie ; la Culture et l'éducation ; la Convivialité et le sport et l'Insertion sociale et économique.

Les 14 agences GDH

se situent à Bollène, Orange, Carpentras, Sorgues, Avignon-Saint-Jean, Avignon-les-Sources, Le Pontet, L'Isle-sur-la-Sorgue, Apt, Cavaillon, Nîmes, Salon-de-Provence, Marseille et Nice. Le livret social et solidaire [ici](#).

Ecrit par le 17 janvier 2026



Rémi Marti, directeur de la proximité et Michel Gontard, président de GDH, Copyright GDH

Axédia, 70 ans d'activités pour le logement et l'acquisition pour tous

Ecrit par le 17 janvier 2026



Pour les 70 ans d'Axédia, Marie-Noëlle Lieneman, ancienne Ministre et sénatrice, et Présidente de la Fédération Nationale des Coopératives d'Hlm a félicité Michel Gontard, président directeur général -et président de Grand Delta Habitat- et ses équipes pour leur accompagnement des plus modestes au logement et à l'accession à la propriété. Marie-Noëlle Lieneman et Michel Gontard militent pour un soutien financier accru de l'Etat, un logement abordable, durable et adapté aux besoins des citoyens alors que la France subit une crise du logement qui s'amplifie et perdure.

Dans les faits, Marie-Noëlle Lienemann fait actuellement le tour des coopératives dont chaque territoire est spécifique. Un tour d'horizon propre à nourrir sa réflexion pour connaître les besoins et opportunités de chaque coop sur son territoire qui pourrait alors dresser sa feuille de route à 5 ans et, face à cela, demander une vraie implication financière du bloc présidentiel.

70 ans de combat social pour les plus modestes

Ecrit par le 17 janvier 2026

Pour l'heure l'ancienne ministre a félicité la coopérative Axédia qui possède plus de 855 logements à la location et développe son parc en Vaucluse, dans le Gard et l'Hérault. Le résultat, en amont, d'une organisation fédératrice d'actions concrètes, notamment via la '['Coop' Foncière Méditerranée'](#) et la Sac (Société anonyme de coordination pour une offre globale sur son territoire en additionnant les savoir-faire de ses membres) [Territoires Sud Habitat](#), dont Axédia est fondatrice.

Michel Gontard a souligné des années 2023 et 2024

marquées par d'importants défis économiques et sociaux particulièrement impactants sur les ménages ; la difficulté à se loger et l'accès à la propriété qui continue d'être très freinée pour les ménages les plus modestes. Face à ce constat, la coopérative Axédia avait déjà mis en pratique le Prêt Social Location Accession -PSLA, - et le Bail Réel Solidaire -BRS-.

En savoir plus sur le PSLA

Le [Prêt Social Location Accession](#) est un dispositif d'accès à la propriété pour des ménages sous plafonds des ressources afin d'accéder, progressivement, à la propriété de leur résidence principale, à prix maîtrisé, avec un statut de locataire accédant.

Comprendre le BRS

[Le Bail Réel Solidaire](#) est également un dispositif d'accès à la propriété créé en août 2015, en logements neufs ou anciens et sur les zones tendues à un prix abordable -« de 20 à 40% moins cher », a indiqué Michel Gontard- et applicable dans le cadre de la Loi [SRU](#) (Loi de Solidarité et Renouvellement Urbain). Une réduction du coût du prix de l'acquisition due à la dissociation du foncier porté -entre 18 et 99 ans- par un Organisme Foncier Solidaire ([OFS](#)) et du bâti acquis par les candidats propriétaires. En contrepartie les propriétaires versent un faible loyer du terrain. Egalement, l'achat du bien peut être fait via le Prêt à taux zéro ([PTZ](#)), pour les primo-accédants.

Les métiers d'Axédia

Axédia exerce la construction et l'aménagement, la gestion locative et l'accès sociale à la propriété. La coopérative propose la vente de terrains, de maisons et d'appartements sobres en énergie.

Les chiffres clés 2023

7,7M€ d'investissements ; 5,8M€ de chiffre d'affaires ; 380 722€ de résultats ; 9 747 logements gérés par le syndic de copropriétés ; 1 851 personnes logées ; 855 logements locatifs dont 93 en 2023 ; 98,89% de recouvrement et 1,18% de logements vacants. Où les logements se situent-ils ? 612 en Vaucluse (84) ; 235 dans le Gard (30) ; 8 dans l'Hérault (34).

Le Conseil d'administration Axédia

Michel Gontard, président directeur-général, George Lemaire, directeur, Bruno Abbattista, Xavier Alapetite, Bruno André, Kader Belhadj, Jean-Jacques Dorey, Etienne Ferracci, Véronique Mencarelli, Michèle Michelotte, Joanne Mokonam, Isabelle Pairat, Alain Parent, Christian Pons, Laurent Pradeille, Dominique Taddéi, Stéphane Tortajada, Nathalie Vallat.

Ecrit par le 17 janvier 2026



Ils ont dit

Marie-Noëlle Lienemann

«La crise du logement que nous subissons actuellement touche particulièrement le logement social. Nous aidons les ménages les plus modestes à devenir propriétaires, via le parcours résidentiel. Nous félicitons du maintien du prêt à taux zéro (PTZ) et du PSLA (Prêt social location accession) pour lesquels nous demandons, au Gouvernement, le doublement de la quotité. Nous nous sommes également beaucoup mobilisés sur le BRS (Bail Réel Solidaire) promu par les coops et auquel personne ne croyait et désormais reconnu dans les textes législatifs, dispositif qui fonctionne très bien. Quant aux taux d'intérêts ils ne sont pas encore assez bas pour permettre aux plus modestes d'accéder au crédit.»

«En 20 ans, si l'accession à la propriété a augmenté,

la part de l'accession sociale a diminué car le PTZ (Prêt à taux zéro) a favorisé les couches moyennes supérieures ou les plus aisées, mais pas vraiment ceux qui en avaient besoin, notamment à une période où les crédits sont rares. Nous attendons des Pouvoirs Publics la suppression de la RLS (Réduction du

Ecrit par le 17 janvier 2026

loyer solidarité), c'est-à-dire du prélèvement des 1,5 milliards fait chaque année sur le mouvement HLM et revendiquons la TVA à 5,5% pour l'ensemble du logement social.»

Mise en place d'un observatoire

«J'ai demandé au Congrès HLM la mise en place d'un observatoire comme on le fait pour les comptes publics afin de pouvoir détailler combien l'Etat - dont les collectivités publiques- reçoit et dépense. Enfin, nous vivons un véritable problème d'accès au foncier dont les prix ont évolué de 300% en 30 ans. Ce qui est rare est donc cher. Surtout, le prix du logement devient de plus en plus divergeant de l'évolution des revenus des français ce qui plombe le pouvoir d'achat. Il faut donc déstocker le foncier public dont nous avons besoin, cela pourrait être la vente des terrains de l'armée, de la Sncf, de la Poste... Enfin nous pourrions faire une Vefa -Vente en état futur d'achèvement- à l'envers c'est-à-dire commander à des promoteurs ce que nous voulons plutôt que le leur racheter une fois les constructions faites qui ne correspondent pas exactement à nos attentes.»

La loi Zan

Quant à la loi [Zan](#) (Zéro artificialisation nette), si je comprends totalement la préservation des terres notamment agricoles, je trouve assez injuste que les communes qui ont beaucoup construit puissent encore réaliser 50% de ce qui a déjà été réalisé, alors que les petites communes qui construisent peu ne puissent plus le faire. Cette loi va encore participer à augmenter le coût du foncier et poser un arbitrage sur la terre et non pas sur la qualité du bâti. Or, si l'on paie cher le terrain, on amoindri le coût et donc la qualité de la construction, au moment où il faut revaloriser les métiers du bâtiment, si l'on ne veut pas voir, par exemple, le retour des travailleurs détachés.»

La pression subie par les maires

«L'autre difficulté ? Il y a des maires qui ne veulent pas construire. Ça n'est pas que ce soit leur choix, mais la pression des habitants parce que ces derniers fantasment sur la population qui pourrait y habiter alors que dans les faits, ce sont les habitants et les jeunes de la commune qui s'y installeront. Une fois cela réalisé, les habitants sont contents, mais il faut insister pour que la construction ait lieu.»

«Nous avons la conviction de pouvoir, tous, travailler ensemble

élus, Etats et opérateurs sociaux pour réussir ce défi républicain face à une société fracturée où les gens vivent chacun dans leur univers, sans échanger, sans penser qu'ils portent, ensemble, le destin du pays alors que la mixité sociale, qui n'est pas facile, peut réussir grâce à une feuille de route partagée. L'[ONU](#) (l'organisation des Nations Unies) a décidé que 2025 serait l'année internationale des coopératives porteuse de l'intérêt de la collectivité publique, des locataires, des financiers... Nous avons besoin d'outils dans cette recherche de l'équilibre des parties.»

Michel Gontard,

«Nous portons l'accession à la propriété sur la région Sud-Paca et Occitanie, via la 'Coop' foncière Méditerranée' et 'Territoires Sud Habitat' pour une vision complète où l'accession sociale est intégrée. Nous avons d'ailleurs été les premiers à sortir des villas BBC (Bâtiments basse consommation).»

«Nous expliquons aux maires les avantages du PSLA et du BRS

Ecrit par le 17 janvier 2026

-qui est le plus plébiscité des deux dispositifs- où nous arrivons à faire baisser les prix du bien jusqu'à 40% -même dans le cadre d'une opération SRU- pour ceux qui souhaitent devenir propriétaires. Notre organisme de foncier solidaire (OFS) détient un portefeuille de 70 opérations à réaliser en Sud-Paca et Occitanie. Mais la plus importante problématique reste l'accès au foncier, cela pourrait être réglé grâce au foncier d'Etat qui pourrait nous être mis à disposition. J'en veux pour preuves les dizaines d'hectares de friches Sncf aux Rotondes à Avignon.»

«L'attente d'un logement social en Vaucluse

-19 000 demandes- s'exprime en années et je ne parle pas des demandes de mutation, de changement de résidences souvent demandées en raison de trafics, de sentiment d'insécurité, où sous la pression de certaines idéologies, radicalisation » relève Michel Gontard, « également par rapport à la question de la fréquentation de l'école », intervient marie-Noëlle Lienemann.

«Le pavillon avec jardin reste la demande de tous

car beaucoup de nos résidents désirent quitter le collectif pour vivre en villa, rappelle Michel Gontard. Plus de 30% de nos locataires en Région Sud-Paca ont plus de 60 ans, ce qui est considérable. C'est le résultat de parcours de vie accidentés, de pertes d'emploi. Axédia accueille aujourd'hui 10% de demandes de logements de personnes de 75 ans ce qui est caractéristique d'une mutation des revenus pour les gens.»

La problématique du relogement

«Nous vivons un problème important avec le relogement des personnes dans le cadre du [NPNRU](#) (Nouveau programme national de renouvellement urbain). A Avignon, il s'agit de 1 100 logements à détruire pour en reconstruire 800 dans le Grand Avignon.» concluait le président-directeur-général d'Axédia, Michel Gontard.